

Nantes, le 4 juillet 2019,

Nous soussigné·e·s, agent·e·s du Pôle C de la DIRECCTE des Pays-de-la-Loire, réuni·e·s en HMI ce jour, souhaitons affirmer :

- **Notre opposition au projet de loi de transformation de la fonction publique**, qui prévoit de nombreuses mesures rétrogrades pour les conditions de travail des agent·e·s : recours accru aux contractuel·le·s, avancements et promotions au « mérite », fusion des CT et des CHS-CT, réduction sévère des attributions des CAP, expérimentation du dispositif de rupture conventionnelle de contrat calqué sur le modèle du privé, déconcentration du pouvoir de sanction disciplinaire...

Ne nous y trompons pas : couplées à un plan de suppressions de postes drastique sur le quinquennat, toutes ces mesures ne pourront qu'être néfastes à l'exercice de nos missions, et donc in fine à la qualité du service rendu aux usagers.

- **Notre opposition à la création d'une quelconque « agence sanitaire de l'alimentation »**, qui signifierait le départ d'une part conséquente de nos maigres effectifs et l'abandon de la réalisation de missions régaliennes relatives à la loyauté des transactions.


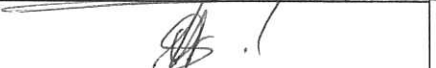


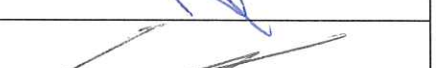










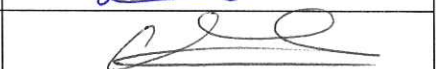


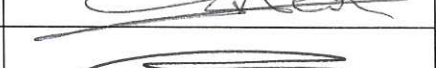

Soyons bien conscients que l'aboutissement de ce projet ne peut qu'impliquer, de fait, la disparition de la DGCCRF à laquelle nous souhaitons rappeler notre attachement, au contraire de celles et ceux qui s'en font les fossoyeur·se·s.

- **Notre vigilance quant au projet d'inter-départementalisation des missions en cours** dans les départements de la Mayenne, de la Sarthe et de Maine-et-Loire. Nous demandons que l'ensemble des agent·e·s concerné·e·s soient pleinement intégré·e·s au processus de décision, et que celui-ci soit transparent et paritaire.

Rappelons à ce titre que ce projet n'a d'autre fonction que de gérer la pénurie d'effectifs à laquelle les gouvernements successifs nous ont contraint·e·s, avec désormais l'aval de la directrice générale, au mépris de l'exercice de nos missions et des conditions de travail des agent·e·s.

Nous appelons donc l'ensemble des agent·e·s de la DGCCRF à rester mobilisé·e·s et à utiliser tous les moyens à leur disposition pour empêcher la disparition de la DGCCRF ainsi que celle, à terme, de la fonction publique.

MOTION DIRECTE PDL DU 04/07/2019

Prénom	Nom	Signature
Stéphane	MOREL	
Nadia	CHOUATER	
Camille	BERNARD	
Julien	AUBRY	
Nathalie	COLONNA	
Karine	de Beauport	
Isabelle	LENOINE	
Jessica	DEVELLES	
Frédéric	MORGAN	
Pascale	DANIEL	
Philippe	GERBAUD	
Youssef	EL MAMDOUHI	
Christophe	MARTIN	
Guillaume	MAÎTRE	
Anne-Sophie	FIORIO	
Amélie	GARÇON	
Gilbert	LEON	
Isabelle	HERVOCHON	
Patrice	RICHARD	
PLO JULIEN	PIOVANACCI	
PLO BÉNÉDICTE	PILET	